

Vue de la toiture végétalisée installée à côté de nouveaux panneaux solaires offerts par l'Inde, au Siège de l'ONU. (New York, 21 septembre 2019)

Bon fonctionnement de l'Organisation



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Affaires de l'Assemblée générale et gestion des conférences
- Communication globale
- Contrôle interne
- Stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Bureaux hors Siège
- Appui opérationnel
- Sûreté et sécurité



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,6 milliard de dollars

1,2 milliard de dollars au titre du budget ordinaire, 333 millions de dollars au titre du budget des opérations de maintien de la paix (2018/19) et 60 millions de dollars au titre des contributions volontaires



PRINCIPAUX MANDATS

- Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies, résolutions 72/266, 72/266 B et 73/281 de l'Assemblée générale
- Élaboration d'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, résolution 73/289 de l'Assemblée générale
- Gestion des ressources humaines, résolution 72/254 de l'Assemblée générale
- Achats, résolution 69/273 de l'Assemblée générale
- Multilinguisme, résolution 71/328 de l'Assemblée générale
- Plan des conférences, résolution 73/270 de l'Assemblée générale
- Questions relatives au projet de budget-programme pour 2020, résolution 74/262 de l'Assemblée générale
- Progrès accomplis dans l'élaboration d'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, résolution 74/271 de l'Assemblée générale



PRINCIPALES ENTITÉS

- Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
- Département de la communication globale
- Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Département de l'appui opérationnel
- Département de la sûreté et de la sécurité
- Bureau des services de contrôle interne
- Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne



Une visiteuse admire une exposition au Siège de l'ONU à New York, qui est ouvert au grand public depuis novembre 1952. (New York, 30 décembre 2019)

GRANDS AXES DE TRAVAIL

Composé de plus de 36 000 personnes réparties dans 461 lieux d'affectation, le personnel du Secrétariat assure le bon fonctionnement de l'Organisation, qui repose sur les domaines d'activité suivants : finances, ressources humaines, informatique et communications, gestion des chaînes d'approvisionnement, gestion des installations, gestion des services de conférence et sécurité et sûreté. Il mène en outre une action de communication pour faire connaître les activités de l'ONU dans le monde entier.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

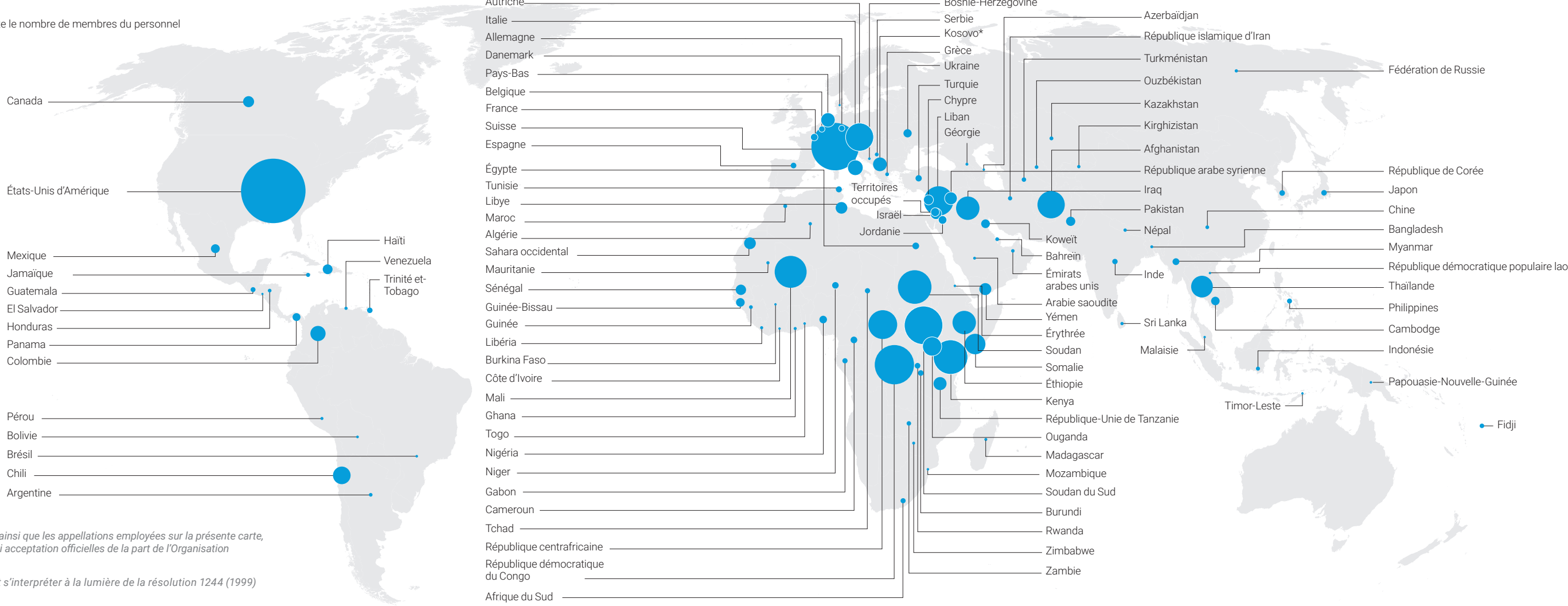
Clef de voûte de ma réforme de la gestion, la décentralisation du Secrétariat se fonde sur un nouveau système de délégation de pouvoirs qui est entré en vigueur en janvier 2019. La nouvelle approche accroît notre efficacité car elle rapproche la prise de décisions du point d'exécution du mandat. À l'appui de ce nouveau modèle, nous avons mis en place une structure organisationnelle plus solide, dirigée par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel.



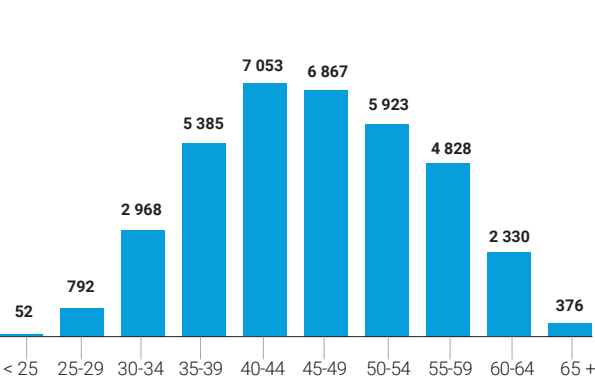
Une interprète de l'ONU au travail, le jour de l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale. (New York, 24 septembre 2019)

EN 2019, PLUS DE 36 000 PERSONNES TRAVAILLAIENT POUR LE SECRÉTARIAT DE L'ONU DE PAR LE MONDE

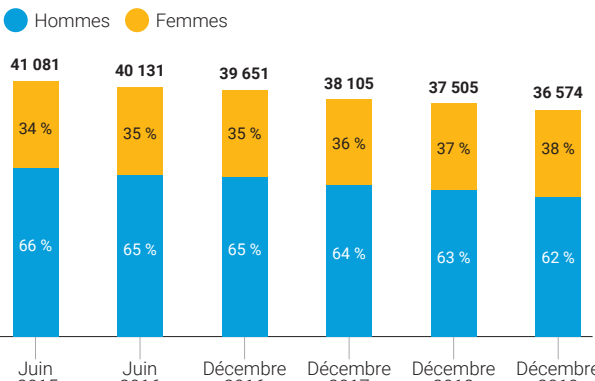
● La taille des points représente le nombre de membres du personnel



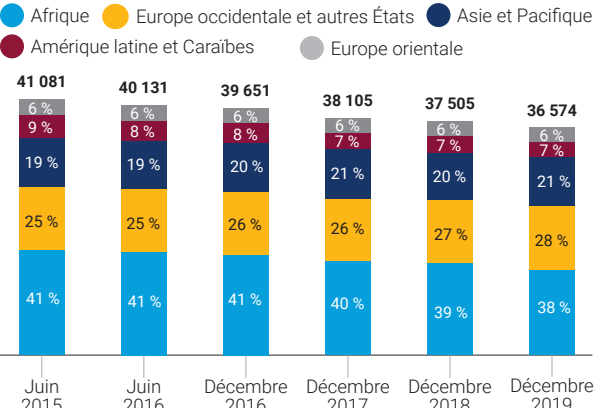
RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU EN 2019



LES FEMMES REPRÉSENTENT UNE PROPORTION DE PLUS EN PLUS GRANDE DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU

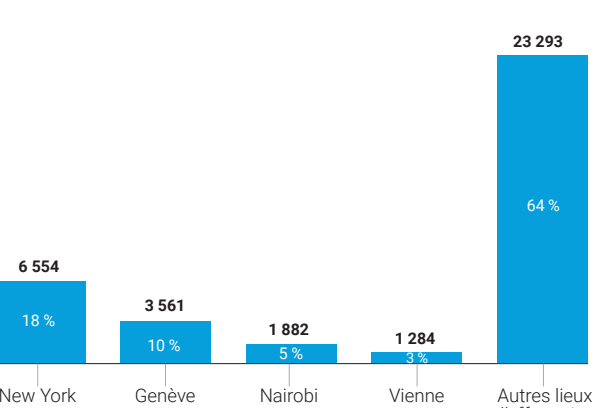


RÉPARTITION DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU PAR GROUPE RÉGIONAL*



* Les cinq groupes régionaux ont été créés pour favoriser la répartition géographique équitable des sièges entre les États Membres dans les différents organes de l'ONU.
Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs éléments.

PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU PAR LIEU D'AFFECTATION (DÉCEMBRE 2019)



UN FONCTIONNEMENT EFFICACE



Des services de conférence
ont été fournis à plus de
36 900
réunions et conférences
intergouvernementales



Plus de
245 millions
de mots ont été traduits



Plus de
257 000
personnes ont participé aux visites
guidées du Siège de l'Organisation,
à New York



Plus de
436 900
personnes ont participé aux visites
guidées des quatre principaux lieux
d'affectation (New York, Genève,
Nairobi et Vienne)



57,8 millions
de visiteurs ont consulté le site
un.org et quelque **24,7 millions** ont
consulté le site Web consacré aux
objectifs de développement durable



“ Pour travailler dans des environnements
difficiles, il faut faire preuve de réactivité
et de souplesse. Nous avançons à grand pas
vers l'objectif consistant à trouver
systématiquement et rapidement des
solutions adaptées, efficaces
et efficaces. ”

*Atul Khare, Secrétaire général adjoint
à l'appui opérationnel*



“ Le but essentiel de nos efforts est
de rendre l'Organisation plus souple,
plus innovante, plus transparente
et plus inclusive. ”

*Catherine Pollard, Secrétaire générale adjointe chargée
du Département des stratégies et politiques de gestion
et de la conformité*



“ Indispensable à un système multilatéral
solide, l'innovation est au cœur de notre
vision tournée vers l'avenir. ”

*Moses Abelian, Secrétaire général adjoint chargé
du Département de l'Assemblée générale et de la gestion
des conférences*



“ Nous devons montrer l'exemple en
matière de bonne gestion des ressources,
d'intégrité et de respect des règles, ainsi que
de compétence professionnelle. ”

*Fatoumata Ndiaye, Secrétaire générale adjointe
aux services de contrôle interne*

Grâce au nouveau système de gestion de la délégation de pouvoirs que nous avons conçu, je suis en mesure de céder mon autorité aux dirigeants d'entités et de les habiliter à gérer les ressources nécessaires à l'exécution de leurs mandats. Nous avons simplifié la procédure de délégation, qui est désormais administrée au moyen d'un portail électronique.

La nouvelle structure de soutien à plusieurs niveaux aide les membres du personnel de direction à exercer leur pouvoir de décision. Le Département de l'appui opérationnel leur apporte un appui consultatif spécialisé, tandis que le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité s'assure que les cadres réglementaires et les politiques répondent aux besoins de l'Organisation. Le nouveau Comité des clients des services de gestion donne un retour d'information essentiel sur la performance.

Pour plus de responsabilité et de transparence, les capacités d'analyse ont été renforcées. Les données issues des différents progiciels comme Umoja sont désormais regroupées, ce qui permet de disposer de données opérationnelles vérifiées et accessibles au même endroit. Ces données servent de base à un cadre de performance normalisé, qui aide l'Organisation à superviser ses opérations à l'échelle mondiale et

à recenser les problèmes. Nous mettons également en place une nouvelle approche de la gestion des risques et un cadre d'autoévaluation afin de fournir davantage d'informations sur l'exécution des programmes dans le nouveau budget annuel.

Le nouveau format annuel du budget-programme, qui en est à son deuxième exercice, représente un pas important dans le sens d'une budgétisation plus réaliste et donne davantage d'importance aux résultats. Les ressources nécessaires étant estimées avec une plus grande exactitude, ce format permet au Secrétariat de s'adapter plus rapidement à l'évolution des mandats et d'ajuster sa planification en fonction des résultats effectifs des programmes. Il est ainsi plus facile d'établir les responsabilités au regard des résultats. Grâce au nouveau cycle annuel, le Secrétariat a pu tenir compte des changements de programme imposés par la pandémie dans le budget pour 2021.

RÉFORME DE LA GESTION

Nous avons beaucoup progressé dans la mise en place d'un nouveau modèle de gestion, étant notamment parvenus aux réalisations suivantes :



Renforcement de la délégation de pouvoirs, l'objectif étant d'accroître l'efficacité et de renforcer la responsabilité par rapport aux résultats obtenus sur le terrain



Rationalisation du budget annuel visant à accélérer les processus de budgétisation, à améliorer la planification et à accroître la capacité de réagir aux nouveaux besoins des États Membres



Une structure de conseil à plusieurs niveaux, qui permet au Siège de mieux aider le personnel de direction sur le terrain à exercer ses pouvoirs, qui ont été élargis



Amélioration de la gestion des ressources humaines grâce à la simplification des politiques et des procédures



Gestion intégrée des chaînes d'approvisionnement permettant de planifier et de gérer l'approvisionnement de bout en bout



Amélioration de l'appui apporté aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police grâce à la nouvelle Division de l'appui au personnel en tenue



Regroupement de diverses fonctions informatiques en une plateforme unique



Échange d'informations continu avec le personnel de direction grâce au nouveau Comité des clients des services de gestion, composé de représentants, siégeant à tour de rôle, des clients internes



Accroissement de la responsabilité et de la transparence grâce à l'amélioration des moyens d'analyse et à la création d'un dispositif d'application du principe de responsabilité à la prise de décision



“ Pour se concrétiser et se manifester dans notre travail, les valeurs fondamentales de l’Organisation – intégrité, professionnalisme et respect de la diversité – nécessitent une culture institutionnelle fondée sur le respect de la déontologie. ”

Elia Yi Armstrong, Directrice du Bureau de la déontologie

La réforme a également donné le coup d'envoi de la simplification des politiques et des processus. Dans le domaine des ressources humaines, par exemple, nous avons rationalisé la procédure de recrutement et nous nous efforçons d'améliorer l'entrée en fonctions. Plus largement, nous avons entrepris de revoir les politiques relatives aux ressources humaines et nous avons aboli en 2019 certaines d'entre elles, qui étaient obsolètes.

La parité femmes-hommes et la diversité géographique du personnel sont pour moi des priorités absolues. Ayant déjà atteint la parité aux échelons hiérarchiques supérieurs, j'ai fixé l'objectif d'y parvenir à l'échelle du système d'ici à 2028. La Stratégie en faveur de la diversité géographique, qui a été lancée en mars 2020, vise à faire en sorte que le personnel soit diversifié et largement représentatif.



L'Allemande Helin Argav, guide touristique de l'ONU, décrit aux visiteurs les illustrations des articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme, réalisées par l'artiste brésilien Otavio Roth. (New York, 23 janvier 2019)



Des fonctionnaires de conférence à leur bureau pendant la Réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle. (New York, 23 septembre 2019)

Nous avons publié le guide pratique intitulé « Ensemble pour le respect », pour faciliter l'application de ma circulaire intitulée « Lutte contre la discrimination, le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et l'abus d'autorité » (ST/SGB/2019/8). On y trouve des informations sur les moyens de préserver un environnement de travail digne et respectueux pour toutes et pour tous, ainsi que des conseils destinés aux personnes concernées par un comportement prohibé. Nous élaborons un plan d'action en vue de mener une campagne d'information, de sensibilisation et de mobilisation d'une durée d'un an sur la question du racisme au sein de l'Organisation.

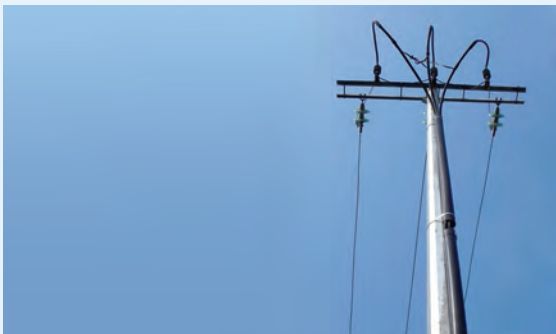
En 2019, l'ONU a diffusé des produits d'information en 106 langues, ainsi qu'en braille, afin de mieux faire connaître ses activités, notamment les grands événements de l'année, comme le Sommet sur l'action pour le climat et le Sommet sur les objectifs de développement durable. Nos services de conférence ont permis la tenue de plus de 36 000 réunions et conférences multilatérales en 2019. Grâce à nos agents de sécurité, plus de 36 000 membres du personnel et représentants et plus de 1 000 chefs d'État et de gouvernement ont pu accéder à nos locaux en toute sécurité, de même que plus de 3 millions de visiteurs.

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE : CONNEXION À UN RÉSEAU D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



L'une de nos priorités est de mettre en œuvre la stratégie environnementale pour les opérations de paix. Il s'agit d'utiliser les ressources naturelles avec la plus grande efficacité, de réduire les risques au minimum pour les personnes et les écosystèmes et de laisser une empreinte positive.

La mission de paix en République démocratique du Congo, la MONUSCO, utilisait principalement des groupes électrogènes diesel pour alimenter



ses différents sites, en l'absence d'un réseau électrique national fiable. Le pays a cependant considérablement développé et amélioré ses centrales hydroélectriques, et la MONUSCO a pu relier de plus en plus de sites à cette source d'énergie renouvelable, réduisant ainsi sa consommation de combustibles d'environ 750 000 litres par an. L'hydroélectricité lui permet maintenant de subvenir à 30 % de ses besoins énergétiques.



La Capitaine Charlene Wilson (à gauche) décore l'une des nouvelles agentes responsables de la sécurité à l'ONU lors d'une cérémonie de remise de diplômes aux nouvelles recrues. Le groupe est composé de treize agentes. (New York, 20 janvier 2020)

**MENER UNE ACTION DE COMMUNICATION
DANS LE MONDE ENTIER**



Des supports de communication
ont été publiés en

108

langues



Un appui à la communication
a été assuré dans

180

pays



57,8 millions

de visiteurs ont consulté
le site de l'ONU



2,2 millions

de personnes ont participé
à la campagne en ligne
pour le climat #AgiSSons



La Bibliothèque Dag Hammarskjöld
a enregistré

2 millions

d'utilisateurs



Plus de

2 000

réunions et activités de l'ONU
ont été diffusées en direct



**“ Dans un environnement opérationnel
de plus en plus complexe, nous devons nous
engager à évoluer, à progresser et à innover
pour faire preuve de leadership et définir
des solutions de sécurité fiables. ”**

*Gilles Michaud, Secrétaire général adjoint à la sûreté
et à la sécurité*



**“ Nos objectifs ambitieux resteront hors
de portée si nous ne parvenons pas
à susciter l'intérêt et à faire en sorte que
les gens se sentent concernés. ”**

*Melissa Fleming, Secrétaire générale adjointe
à la communication globale*



Un fonctionnaire du Service de la gestion des installations de l'ONU ajuste l'horloge de la salle du Conseil de sécurité, l'heure d'été ayant pris fin le dimanche 3 novembre. (New York, 4 novembre 2019)

Malgré les gains d'efficacité réalisés, le déficit de trésorerie n'a pas été comblé — pire, il s'est encore creusé, entravant notre action en 2019. Malgré la série de mesures que nous avons prises pour conserver nos liquidités, le solde de trésorerie au titre du budget ordinaire a atteint un montant négatif de 520 millions de dollars, dépassant le record de l'année précédente. Sans ces mesures, les réunions tenues par l'Assemblée générale en septembre 2019 auraient été perturbées. En outre, les contributions non acquittées s'élevaient à 711 millions de dollars à la fin de l'année, montant le plus élevé depuis près d'une décennie. L'aggravation des problèmes de trésorerie n'est pas de bon augure pour l'exécution des mandats en 2020. À la fin de l'exercice, les contributions non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix représentaient au total 1,7 milliard de dollars. Les pays fournisseurs

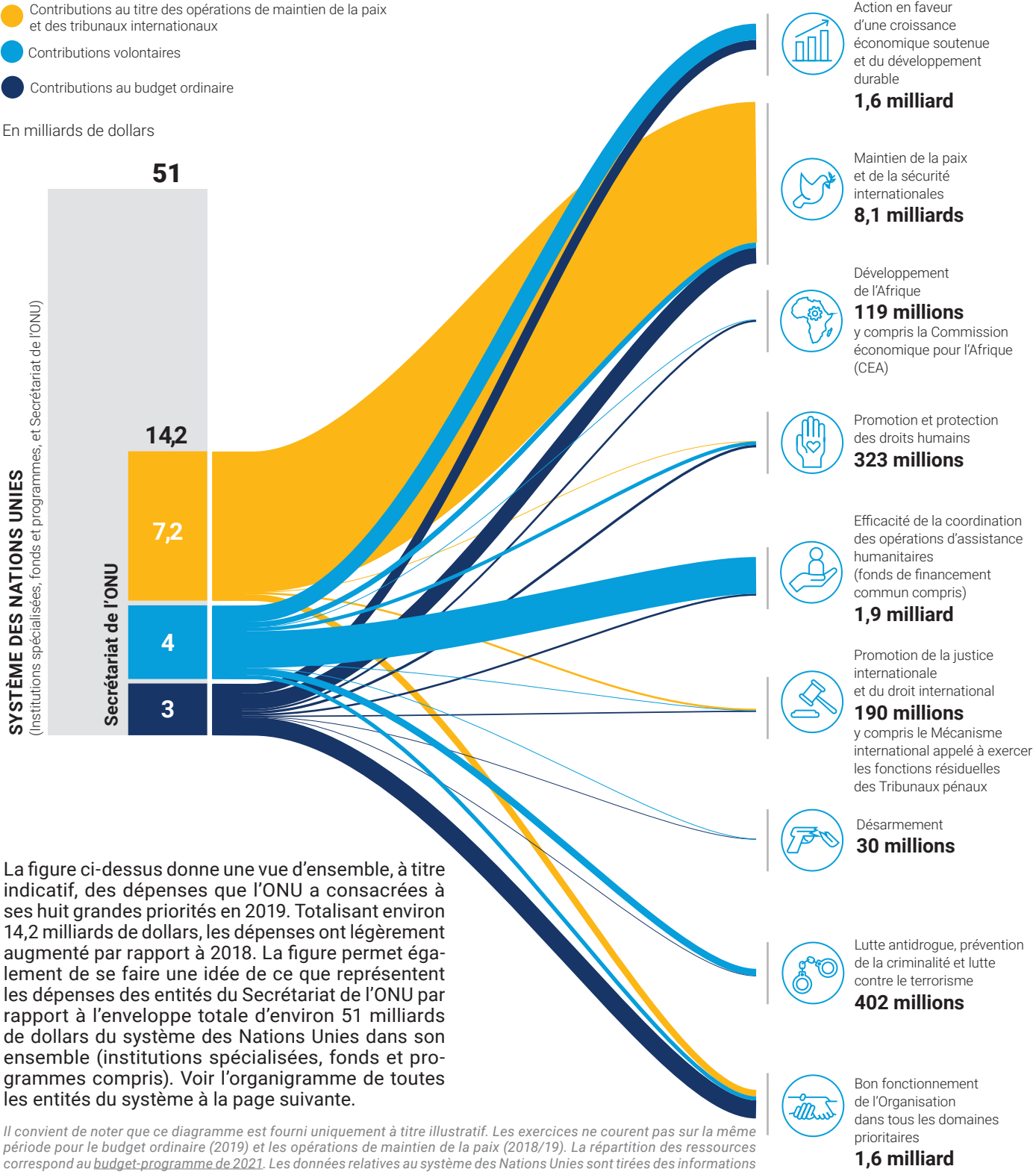
de contingents ou de personnel de police ont subi les conséquences du manque de liquidités, les sommes restant à leur rembourser ayant atteint le montant record de 631 millions de dollars.

Ces problèmes de trésorerie persistants compromettent la capacité de l'Organisation à s'acquitter de ses mandats et à exécuter son programme de travail approuvé. Je continue de demander aux gouvernements de remplir leurs obligations financières à l'égard de l'ONU et d'approuver les changements structurels que je propose pour donner à l'Organisation des bases financières solides et durables.



Un microphone dans l'espace de presse du Conseil de sécurité. (New York, 18 février 2020)

RÉPARTITION DES RESSOURCES DU SECRÉTARIAT DE L'ONU ENTRE LES GRANDES PRIORITÉS



LE SECRÉTARIAT DE L'ONU DANS LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

ORGANES PRINCIPAUX

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SECRÉTARIAT

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE TUTELLE⁶

■ Organes subsidiaires

- Comités permanents et organes ad hoc
- Commission du désarmement
- Commission du droit international
- Conseil des droits de l'homme
- Corps commun d'inspection (CCI)
- Grandes commissions et autres comités de session

■ Fonds et programmes¹

- FNUP** Fonds des Nations Unies pour la population
- ONU-Habitat²** Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- PAM** Programme alimentaire mondial (ONU/FAO)
- PNUD** Programme des Nations Unies pour le développement
- **FENU** Fonds d'équipement des Nations Unies
- **VNU** Volontaires des Nations Unies
- PNUE³** Programme des Nations Unies pour l'environnement
- UNICEF** Fonds des Nations Unies pour l'enfance

■ Organes subsidiaires

- Comité contre le terrorisme
- Comités des sanctions (ad hoc)
- Comité d'état-major
- Comités permanents et organes ad hoc

■ Commissions techniques

- Condition de la femme
- Développement social
- Forum des Nations Unies sur les forêts
- Population et développement
- Prévention du crime et justice pénale
- Science et technique au service du développement
- Statistique
- Stupéfiants

■ Commissions régionales⁴

- CEA** Commission économique pour l'Afrique
- CEE** Commission économique pour l'Europe
- CEPALC** Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- CESAO** Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
- CESAP** Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

■ Départements et bureaux⁵

- EOSG** Cabinet du Secrétaire général
- BCAD** Bureau de la coordination des activités de développement
- BLT** Bureau de lutte contre le terrorisme
- BSCI** Bureau des services de contrôle interne
- Bureau des affaires de désarmement
- Bureau des Nations Unies pour les partenariats²
- Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
- Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence contre les enfants

- Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles
- Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé
- DCG** Département de la communication globale
- DESA** Département des affaires économiques et sociales
- DGACM** Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
- DMSPC** Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- DOS** Département de l'appui opérationnel
- DPO** Département des opérations de paix
- DPPA** Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix

■ Recherche et formation

- UNIDIR** Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
- UNITAR** Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
- UNSSC** École des cadres du système des Nations Unies
- UNU** Université des Nations Unies

■ Autres organismes

- CHNUCED^{1,4}** Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- HCR¹** Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- ITC** Centre du commerce international (CNUCED/OMC)
- ONU-Femmes¹** Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- UNOPS¹** Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- UNRWA¹** Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

- Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux
- Opérations de maintien de la paix et missions politiques

■ Autres organes¹⁰

- Comité chargé des organisations non gouvernementales
- Comité des politiques de développement
- Comité d'experts de l'administration publique
- Instance permanente sur les questions autochtones
- GENUENG** Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques
- ONUSIDA** Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
- UNGGIM** Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

■ Recherche et formation

- UNICRI** Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice pour le développement social
- UNIRISD** Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

- DSS** Département de la sûreté et de la sécurité
- HCDH** Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- OCHA** Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- OLA** Bureau des affaires juridiques
- ONUDA** Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- ONUG** Office des Nations Unies à Genève
- ONUN** Office des Nations Unies à Nairobi
- ONURR** Office des Nations Unies à Vienne
- UNDRR** Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

■ Organisations apparentées

- AIEA^{1,3}** Agence internationale de l'énergie atomique
- AIFM** Autorité internationale des fonds marins
- Commission préparatoire de l'OTICE** Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
- CPI** Cour pénale internationale
- OIAc³** Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- OIM¹** Organisation internationale pour les migrations
- OMC^{1,4}** Organisation mondiale du commerce
- Tribunal international du droit de la mer

■ Commission de consolidation de la paix

■ Forum politique de haut niveau pour le développement durable

■ Institutions spécialisées^{1,5}

- FAO** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FIDA** Fonds international de développement agricole
- FMI** Fonds monétaire international
- GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE⁷**
 - **BIRD** Banque internationale pour la reconstruction et le développement
 - **IDA** Association internationale de développement
 - **SFI** Société financière internationale
- OACI** Organisation de l'aviation civile internationale
- OIT** Organisation internationale du Travail
- OIM** Organisation maritime internationale
- OMM** Organisation météorologique mondiale
- OMPI** Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
- OMS** Organisation mondiale de la Santé
- OMT** Organisation mondiale du tourisme
- ONUDI** Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- UIT** Union internationale des télécommunications
- UNESCO** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- UPU** Union postale universelle

Notes :

- 1 Membre du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).
- 2 Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
- 3 L'AIEA et l'OIAc font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
- 4 L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle contribue à titre spécial à ses travaux et à ceux du Conseil économique et social notamment en ce qui concerne les finances et les questions de développement.
- 5 Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par le Conseil économique et social (au niveau intergouvernemental) et par le CCS (au niveau intersecrétariat).
- 6 Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1er novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1er octobre 1994.
- 7 Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) est une institution autonome des Nations Unies. Les investissements (AMGI) ne sont pas des institutions spécialisées au sens des articles 57 et 63 de la Charte, mais font partie du Groupe de la Banque mondiale.
- 8 Les secrétariats de ces organes font partie du Secrétariat des Nations Unies.
- 9 Font également partie du Secrétariat : le Bureau de la déontologie, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, et le Bureau de l'administration de la justice.
- 10 Ce tableau résume les organes subsidiaires de l'ECOSOC à cette adresse : www.un.org/ecosoc/fr.

Ce tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.